

# À la recherche de l'autonomie perdue : l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

Baptistine AIRIAU - Boris DELAGENIÈRE

Agrégée d'histoire, enseignante en lycée et à Sciences Po Paris, membre du comité de rédaction de Nemrod-ECDS.

Doctorant en histoire des relations internationales à Sorbonne Université, membre du comité de rédaction de Nemrod-ECDS.

« Ainsi la première raison de la servitude volontaire, c'est l'habitude <sup>(1)</sup>. »

Étienne DE LA BOÉTIE

« Il est fort probable que pour les générations nouvelles qui passeront toute leur existence dans une Europe repliée sur elle-même, sans avoir connu sa grandeur, elle ne sera plus qu'un souvenir historique. [...] Elle ne représentera pas plus pour le jeune Européen que l'Autriche des Habsbourg ou la Russie des tsars représentent de nos jours pour le jeune habitant de Vienne ou de Moscou. Les nouvelles générations s'adapteront aux nouvelles conditions et circonstances et s'en contenteront sans doute, parce qu'elles n'auront pas goûté à autre chose <sup>(2)</sup>. »

Julien FREUND

Pour les analystes dits « réalistes » des relations internationales, la politique européenne des États-Unis apparaît comme une forme de « tutelle bienveillante » qui n'a pas varié depuis le début de la guerre froide. L'effondrement de l'Europe provoqué par les deux guerres mondiales a, en effet, incité les États-Unis à prendre en charge sur la durée la défense et la stabilité du Vieux Continent <sup>(3)</sup>. La menace soviétique a ensuite scellé l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) qui, au-delà de son aspect militaire, repose sur une vision politique commune et des valeurs philosophiques en partage <sup>(4)</sup>. C'est ainsi que la « fille de l'Europe », pour paraphraser le général de Gaulle, est paradoxalement devenue son protecteur. Si un tel « paternalisme » <sup>(5)</sup> d'inspiration libérale a permis la reconstruction économique, l'affirmation démocratique et la sécurité du Vieux Continent pendant plus de soixante-dix ans, il implique pourtant en contrepartie le maintien des pays européens dans un état de « minorité géopolitique » prolongé, c'est-à-dire de dépendance confortée par l'habitude <sup>(6)</sup>.

<sup>(1)</sup> LA BOÉTIE (DE) Étienne, *Discours de la servitude volontaire*, 1549.

<sup>(2)</sup> FREUND Julien, *La fin de la Renaissance*, Presses Universitaires de France, 1980, 160 pages, p. 28.

<sup>(3)</sup> SOUTOU Georges-Henri, *La Guerre froide 1943-1990*, Pluriel, 2001 (rééd. 2011).

<sup>(4)</sup> MONGRENIER Jean-Sylvestre, « L'Otan comme phénomène géopolitique », *Hérodote*, vol. 146-147, n° 3-4, 2012, p. 217-236.

<sup>(5)</sup> KANT Emmanuel, *Théorie et pratique*, (1793), GF Flammarion, 1994, p. 64.

<sup>(6)</sup> HOFFMANN Stanley, *Gulliver empêtré. Essais sur la politique étrangère des États-Unis*, Seuil, 1968, p. 146.

À la recherche de l'autonomie perdue :  
l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

Cette situation est, certes, moins subie qu'acceptée librement, puisqu'elle procède de la demande explicite des gouvernements et des peuples européens. Elle n'en pose pas moins la question de savoir si les États européens auront un jour l'intention et les moyens d'assumer à nouveau leur voie propre sur la scène internationale, en devenant pour ce faire un acteur stratégique uni et autonome <sup>(7)</sup>, voire, à plus long terme, pleinement indépendant. En effet, à ce jour, ni l'effondrement de l'Union soviétique, ni les coûts exorbitants pour les pays européens de la politique américaine unilatérale au Moyen-Orient <sup>(8)</sup>, ne les ont amenés à s'émanciper de la tutelle américaine. Dans ces conditions, il se pourrait que la compétition stratégique engagée contre la Chine, et la guerre par procuration menée en Ukraine contre la Russie <sup>(9)</sup>, cantonnent là encore l'Europe dans un rôle d'allié secondaire.

### **La relation transatlantique à l'épreuve du pivot géopolitique américain vers l'Asie**

Depuis la présidence de Barack Obama (2009-2017) et plus précisément depuis 2011 <sup>(10)</sup>, Washington a opéré un recentrage vers la zone Indo-Pacifique. Ce pivot géopolitique est directement lié à la crainte de la montée en puissance de la Chine ; il repose sur le constat que la Chine a été la grande gagnante de la « guerre contre le terrorisme » conduite par Washington depuis les attentats du 11 septembre 2001 <sup>(11)</sup>. Pékin aurait ainsi bénéficié de l'effet de diversion provoqué par la croisade américaine contre l'« axe du mal » pour devenir la seconde puissance économique mondiale, en recourant à des pratiques commerciales déloyales et en ayant recours de manière intensive à l'espionnage industriel et technologique contre les pays occidentaux <sup>(12)</sup>. Le recentrage américain sur la rivalité avec la Chine et sur les pays émergents a entraîné depuis des conséquences non négligeables sur la relation transatlantique, traduisant la prise de distance et le désintérêt des États-Unis à l'égard de leurs alliés européens.

Cette évolution a été flagrante lorsque l'ancien président Donald Trump (2017-2021) n'a pas hésité à manifester brutalement son mécontentement vis-à-vis du fonctionnement otanien, insistant sur les déséquilibres financiers existants avec l'Europe. Il a alors appelé de ses vœux un meilleur « partage du fardeau », en faisant savoir que les États-Unis n'entendaient plus assumer la majorité des coûts nécessaires à la sécurité des Européens. Son discours a grandement participé à installer un climat de défiance avec les capitales européennes, au point que la relation transatlantique, déjà

<sup>(7)</sup> MINISTÈRE DES ARMÉES, *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, 2017, 111 pages, p. 58-65 ([https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2017-rs-def1018\\_cle0b6ef5-1.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/2017-rs-def1018_cle0b6ef5-1.pdf)).

<sup>(8)</sup> GORDON Philip H., *Losing the Long Game: The False Promise of Regime Change in the Middle East*, St Martin's Press, 2020.

<sup>(9)</sup> SMOLAR Piotr, « Ukraine : l'inavouable euphorie de Washington vis-à-vis de Moscou », *Le Monde*, 9 mai 2022.

<sup>(10)</sup> CLINTON Hillary, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011 (<https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>).

<sup>(11)</sup> GARTON ASH Timothy, « Even in New York, the War on Terror is over, and Few Feel it Has Left Them Safer », *The Guardian*, 15 juillet 2009.

<sup>(12)</sup> HANNAS William C., MULVENON James et PUGLISH Anna B., *Chinese Industrial Espionage: Technology Acquisition and Military Modernisation*, Routledge, 2013, 320 pages.

## À la recherche de l'autonomie perdue : l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

distendue depuis les présidences Obama et Bush, en est ressortie plus altérée encore. Certes, l'actuel président Joe Biden a tenté d'apaiser les relations avec l'Europe depuis son élection en 2020, en employant à cette fin un ton plus diplomatique<sup>(13)</sup>. Toutefois, au-delà des formules de politesse, le Président américain s'inscrit en réalité dans l'héritage et le sillage directs de ses prédécesseurs, le retrait non concerté d'Afghanistan à partir de 2020 peut en être un exemple<sup>(14)</sup>. En d'autres termes, la tentative américaine de réenchanter la relation avec les Européens risque de rester encore longtemps cosmétique, car surdéterminée par la vision stratégique et les intérêts de puissance des États-Unis. La question de la portée de l'engagement américain en Europe a d'ailleurs une profondeur historique : voyant l'absence de réaction forte de la part des États-Unis lors de la deuxième crise de Berlin entre 1958 et 1961<sup>(15)</sup>, le président de Gaulle avait ainsi conclu à la nécessité d'exclure la clause de défense du traité de l'Élysée (signé le 22 janvier 1963) du giron de l'Otan. Le *Bundestag* s'opposa à une telle indépendance franco-allemande vis-à-vis de l'allié américain ; pour autant, l'analyse gaullienne n'a aujourd'hui rien perdu de sa verdeur. Il posait alors que les États-Unis, jugés trop prudents dans la crise de Berlin, ne mobiliseraient pas nécessairement tous leurs moyens pour défendre l'Europe si elle faisait l'objet d'une agression. En conséquence, de Gaulle plaidait pour la constitution d'une architecture européenne de sécurité indépendante de l'Otan.

### La relation transatlantique à l'épreuve de l'implication américaine dans la guerre en Ukraine

Si les États-Unis se sont éloignés de l'Europe ces dernières années, leur désintérêt n'est nullement synonyme de désengagement. En témoigne, d'abord, la longévité de l'Otan, qui a survécu sans peine à l'effondrement de l'Union soviétique ; l'Alliance a même réussi à élargir ses objectifs<sup>(16)</sup>, et a connu plusieurs phases d'élargissement successives *via* l'inclusion d'anciens membres du Pacte de Varsovie<sup>(17)</sup>. En témoigne également l'implication en matière d'armement et de renseignement des Américains dans la guerre en Ukraine. On songe ici aux plus de 4 milliards de dollars d'armes envoyés à ce jour au régime de Kiev<sup>(18)</sup> et aux 40 Md prévus par le vote du Congrès du 10 mai 2022<sup>(19)</sup>. On songe aussi à la « stratégie de divulgation »<sup>(20)</sup> du renseignement

<sup>(13)</sup> LICTEVOUT Léo, « En Europe, Joe Biden veut restaurer la confiance dans la relation transatlantique », *Toute l'Europe*, 9 juin 2021 ([www.touteleurope.eu/](http://www.touteleurope.eu/)).

<sup>(14)</sup> VALDIGUIÉ Laurent (propos recueillis par), « Afghanistan, Bernard Bajolet : “Nous assistons à une déroute de l'Occident et de l'Otan” », *Marianne*, 16 août 2021.

<sup>(15)</sup> À savoir l'exigence faite par Khrouchtchev de quitter Berlin en 1958, suivie en 1961 du refus total de cet ultimatum par le président Kennedy lors de son célèbre discours « *Ich bin ein Berliner* ».

<sup>(16)</sup> Les dimensions économiques et politiques sont incluses de manière beaucoup plus nette dans les concepts stratégiques depuis les années 1990 et la fin de la guerre froide. « Les concepts stratégiques ». Voir OTAN, « Les concepts stratégiques » ([https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics\\_56626.htm](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_56626.htm)).

<sup>(17)</sup> Une politique d'élargissement qualifiée alors d'« erreur désastreuse » par l'architecte de la politique d'endiguement anti-soviétique, George Kennan. Voir KENNAN George F., « A Fateful Error », *New York Times*, 5 février 1997 (<https://www.nytimes.com/1997/02/05/opinion/a-fateful-error.html>).

<sup>(18)</sup> « On fait le point sur les livraisons d'armes et l'aide militaire récemment promise à Kiev », *France Info*, 23 avril 2022 ([www.francetvinfo.fr/](http://www.francetvinfo.fr/)).

<sup>(19)</sup> AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Premier vote au Congrès américain sur une enveloppe de 40 milliards pour l'Ukraine », *Le Figaro*, 11 mai 2022 ([www.lefigaro.fr/](http://www.lefigaro.fr/)).

À la recherche de l'autonomie perdue :  
l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

et au partage d'informations dans le ciblage des forces russes, ayant même probablement permis l'élimination de plusieurs généraux <sup>(21)</sup>. Dans ces conditions, la relation transatlantique apparaît à ce jour renforcée, les membres de l'Otan plus unis que jamais et prêts à accueillir deux nouveaux membres en leur sein – en l'occurrence la Finlande et la Suède <sup>(22)</sup>.

Toutefois, ce constat mériterait d'être nuancé : le rapprochement *post*-Trump des États-Unis avec l'Europe paraît avant tout confirmer la prévalence des déséquilibres géopolitiques et géoéconomiques existants entre ces deux acteurs et ce depuis plus d'une décennie. Sur le plan économique, d'abord, la politique de sanctions dirigée contre le régime russe a eu surtout pour effet de renforcer la dépendance énergétique des Européens vis-à-vis des États-Unis, au bénéfice de ces derniers <sup>(23)</sup>. Ensuite, en ayant consenti à la « tutelle bienveillante » de Washington, les pays européens ont renoncé d'eux-mêmes à avoir voix au chapitre pour établir les conditions d'un dialogue ferme et constructif avec la Russie – à l'exception notable de la France et de l'Allemagne, qui restent en position de minorité sur le sujet. Or, le dialogue, dès lors qu'il est crédibilisé par l'instauration d'un véritable rapport de force militaire et diplomatique avec Moscou, demeure la condition *sine qua non* pour donner une solution politique durable aux problèmes issus de la dissolution de l'URSS. Car la géographie contraint les pays européens à vivre à côté, et même avec une Russie instable et hyper nucléarisée – ce qui n'est pas le cas pour les États-Unis. Rétrospectivement, une occasion a sans doute été manquée par les Européens dans les années 1990, empêchant d'intégrer pleinement la Russie au monde occidental <sup>(24)</sup>. La crise en Ukraine en 2014 et la guerre dans le Donbass, puis l'invasion du territoire ukrainien par la Russie de Poutine le 24 février 2022 signent, en d'autres termes, l'échec global des pays européens à bâtir une architecture de sécurité européenne avec Moscou depuis la fin de la guerre froide <sup>(25)</sup>.

Cependant, la politique américaine d'affaiblissement de la Russie <sup>(26)</sup> signe-t-elle un retour définitif des États-Unis vers l'axe atlantique ? Rien n'est moins sûr ; il est fort probable que cette politique ne soit qu'une question de court, voire de moyen terme. Plusieurs raisons donnent matière à le penser. En premier lieu, l'attaque russe en Ukraine n'a pas fait disparaître la menace économique, technologique et stratégique chinoise. Au contraire, dans la continuité de ses actions antérieures, Pékin semble profiter de l'effet de polarisation des attentions provoqué par le conflit pour continuer

<sup>(20)</sup> ZEGART Amy, « The Weapon the West Used against Putin », *The Atlantic*, 5 mars 2022 (<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2022/03/russia-ukraine-invasion-classified-intelligence/626557/>).

<sup>(21)</sup> BARNES Julian E., COOPER Helene et SCHMITT Eric, « U.S. Intelligence Is Helping Ukraine Kill Russian Generals, Officials Say », *The New York Times*, 4 mai 2022 ([www.nytimes.com/](http://www.nytimes.com/)).

<sup>(22)</sup> AGENCE FRANCE PRESSE (AFP) et REUTERS, « Adhésion à l'Otan : la Finlande et la Suède ont soumis leurs demandes respectives », *Le Monde*, 18 mai 2022 ([www.lemonde.fr/](http://www.lemonde.fr/)).

<sup>(23)</sup> AFP, « Les États-Unis et l'UE annoncent un partenariat pour réduire la dépendance européenne aux énergies fossiles russes », *Le Monde*, 25 mars 2022 ([www.lemonde.fr/](http://www.lemonde.fr/)).

<sup>(24)</sup> MENON Rajan, « How did we Get Here? », *Middle East Online*, 24 février 2022 (<https://middle-east-online.com/>).

<sup>(25)</sup> MEARSHEIMER John J., « Why the Ukraine Crisis is the West's Fault: The Liberal Delusions that Provoked Putin », *Foreign Affairs*, vol. 93, n° 5, 2014, p. 77-89 ([www.mearsheimer.com/](http://www.mearsheimer.com/)).

<sup>(26)</sup> RYAN Missy et TIMSIT Annabelle, « U.S. Wants Russian Military "weakened" from Ukraine Invasion, Austin says », *The Washington Post*, 25 avril 2022 ([www.washingtonpost.com/](http://www.washingtonpost.com/)).

À la recherche de l'autonomie perdue :  
l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

à renforcer son appareil de défense. Il n'est d'ailleurs pas impossible que l'agression russe en Ukraine ne fournisse à la Chine un cas d'étude, si ce n'est une sorte de répétition générale par procuration, dans la perspective d'une invasion putative de Taïwan. C'est en tout cas le narratif stratégique développé par le directeur de la *CIA* William Burns <sup>(27)</sup>. Selon ce dernier, la Chine serait très attentive, non seulement aux modalités tactiques d'invasion de l'Ukraine, mais aussi aux réactions des Occidentaux, essayant d'anticiper les mesures de rétorsion qui découleraient d'un scénario de guerre ouverte avec Taïpei. Aussi y a-t-il fort à parier que les États-Unis, soucieux de maintenir leur prééminence en Asie-Pacifique, réaffirmeront très prochainement leur intérêt pour cette région, tant sur le plan militaire qu'économique. En effet, la Chine demeure l'adversaire déclaré des États Unis. Cependant, ceux-ci, pour lui faire face, doivent s'assurer de la stabilité européenne, ce qui explique leur revirement temporaire.

### Vers une clarification nécessaire de la position européenne ?

Dans ces conditions, on peut s'interroger sur le degré réel de convergence entre les États-Unis et les pays européens. Les États-Unis considèrent-ils les pays européens comme des partenaires de plain-pied et les pays européens ont-ils la stature et la volonté nécessaire à cette fin ? Il est possible, en tout cas, que l'autonomie de l'Europe soit plus bénéfique que dommageable à la relation transatlantique et ce pour au moins deux raisons. D'abord parce qu'un égal ne craint jamais de heurter la susceptibilité de son interlocuteur et lui permet, ce faisant, de bénéficier d'exercices d'introspection et de lucidité salutaires, qui fonctionnent, soit dit en passant, dans les deux sens <sup>(28)</sup>. Sous cet angle, l'« allié aligné » paraît bien moins fiable et digne de confiance que l'« allié non-aligné ». En particulier, ce dernier n'est pas guetté par le syndrome du courtisan, auquel fait écho Blaise Pascal dans ses *Pensées* : « On appréhende plus de blesser ceux dont l'affection est plus utile et l'aversion plus dangereuse <sup>(29)</sup>. » Ensuite, une Europe plus autonome serait en même temps un allié plus solide et plus utile dans la résolution des grandes crises internationales. Comme le rappelait le général de Gaulle, un allié « dur » vaudra toujours mieux que plusieurs alliés « mous » <sup>(30)</sup>. À cet égard, on peut déjà considérer que les dissuasions nucléaires française et britannique constituent moins une soustraction de forces, qu'un levier supplémentaire d'influence et d'équilibre pour les pays occidentaux, par exemple dans le cas du contentieux international sur le nucléaire iranien.

Dans ce contexte, les pays européens sont appelés à clarifier leur position respective vis-à-vis de l'Alliance atlantique. En effet, si la politique américaine de mise sous tutelle de l'Europe frappe par sa cohérence et sa clarté, c'est moins le cas en ce qui concerne la politique américaine de la majorité des pays du Vieux Continent. De fait,

<sup>(27)</sup> POLITI James, « How Ukraine war “unsettles” China—CIA chief », *Financial Times*, 9 mai 2022 ([www.youtube.com/](http://www.youtube.com/)).

<sup>(28)</sup> KANDEL Maya, « Le retour du partenariat transatlantique : pour quoi faire ? », *Institut Montaigne*, 23 juin 2021 (<https://www.institutmontaigne.org/blog/le-retour-du-partenariat-transatlantique-pour-quoi-faire>).

<sup>(29)</sup> PASCAL Blaise, *Pensées*, (1670), Points Essais, 2018.

<sup>(30)</sup> PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, Gallimard, 1994, 1 952 pages.

À la recherche de l'autonomie perdue :  
l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

ces derniers laissent entendre de façon implicite un plus grand désir d'autonomie, mais se rabattent toujours à la fin sur la garantie de sécurité américaine fournie par l'Otan. En particulier, les pays européens sont confrontés à de nombreux désaccords sur la question otanienne <sup>(31)</sup>. Deux grandes positions se font face sur ce terrain.

La première approche consiste à miser sur une « Europe de la défense » afin d'affirmer le pilier européen de l'Otan, en établissant alors un rééquilibrage de la position européenne vis-à-vis des États-Unis <sup>(32)</sup>. C'est notamment la position de la France, tenue depuis au moins la présidence de Charles de Gaulle (1959-1969), et ce malgré la sortie du commandement intégré de l'Otan en 1966 <sup>(33)</sup>. Toutefois, il est à noter que les exigences françaises en la matière ont été largement revues à la baisse depuis la fin de l'ère gaullienne. De la volonté d'instaurer un directoire à trois (États-Unis–Royaume-Uni–France) sur un pied d'égalité <sup>(34)</sup>, puis du projet d'une Europe des nations indépendante politiquement et militairement, rejetée par le *Bundestag* allemand lors de la signature du traité de l'Élysée en 1963, la politique otanienne de la France se limite aujourd'hui à une stratégie qui se veut d'influence au sein de l'organisation, sans susciter de véritable engouement chez ses partenaires. La façon dont l'Alliance atlantique a mis sous le boisseau l'enquête destinée à établir les responsabilités de la Turquie dans l'illumination de la frégate *Courbet* en 2020 en est un exemple particulièrement éloquent <sup>(35)</sup>.

La seconde approche consiste à s'en remettre complètement à l'Otan, en partant du principe que l'autonomie stratégique européenne est un leurre, et la « souveraineté européenne », chère à Emmanuel Macron <sup>(36)</sup>, un slogan rhétorique. En effet, les pays européens n'ont pas les mêmes intérêts stratégiques, ni ne partagent une même perception et hiérarchie des menaces. Surtout, aucun « patriotisme européen » n'existe pour appuyer la création d'une culture stratégique et d'une armée commune. La prévalence des souverainetés et des sentiments d'appartenance nationaux demeure tenace. Largement majoritaire, cette position a été très bien résumée par la déclaration d'Annegret Kramp-Karrenbauer en 2020, alors ministre allemande de la Défense : « L'idée d'une autonomie stratégique de l'Europe va trop loin si elle nourrit l'illusion que nous pourrions assurer la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Europe sans l'Otan ni les États-Unis. <sup>(37)</sup> ». Cette position est portée au premier chef par l'Allemagne et par les pays d'Europe de l'Est, bien davantage exposés à la menace russe

<sup>(31)</sup> Mais également en matière d'armement, comme le rappelle l'imposition par les Américains du chasseur *F-35* en Europe.

<sup>(32)</sup> GROUPE DE RÉFLEXION MARS, « Une défense européenne au seuil de l'autonomie passe par un pilier européen fort dans l'Otan », *La Tribune*, 7 mars 2022 ([www.latribune.fr/](http://www.latribune.fr/)).

<sup>(33)</sup> VAISSE Maurice, « La France et l'Otan : une histoire », *Politique étrangère*, 2009/4, p. 861-872

(<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2009-4-page-861.htm>).

<sup>(34)</sup> GAULLE (DE) Charles, *Mémoire du général de Gaulle au Président des États-Unis d'Amérique et au Premier ministre du Royaume-Uni*, 17 septembre 1958 ([www.cvce.eu/](http://www.cvce.eu/)).

<sup>(35)</sup> TENRÉ Steven, « *Le Courbet*, navire français au large de la Libye, visé par une manœuvre turque “extrêmement agressive” », *Le Figaro*, 18 juin 2020 ([www.lefigaro.fr/](http://www.lefigaro.fr/)).

<sup>(36)</sup> MACRON Emmanuel, « Initiative pour l'Europe – Discours du président de la République pour une Europe souveraine, unie, démocratique », La Sorbonne, 26 septembre 2017 ([www.elysee.fr/](http://www.elysee.fr/)).

<sup>(37)</sup> STROOBANTS Jean-Pierre, « Défense européenne : passe d'armes inédite entre Annegret Kramp-Karrenbauer et Emmanuel Macron », *Le Monde*, 19 novembre 2020.

À la recherche de l'autonomie perdue :  
l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

que ne le sont les pays du sud de l'Europe. C'est sur ce plan que l'on peut analyser la perspective d'une intégration de la Finlande et de la Suède à l'Otan. Ces deux pays, membres de l'UE, ont ouvert le 15 mai 2022 la voie à une candidature commune à l'Alliance atlantique, à cause de la crainte d'une réédition du scénario ukrainien sur leur propre territoire. Cette initiative suggère qu'ils ne voient pas en l'« Europe de la défense » un bouclier suffisant face à ce qu'ils considèrent être une menace majeure <sup>(38)</sup> ; en d'autres termes, ils considèrent que l'activation de l'article 5 du traité de l'Otan serait plus efficace que celle du paragraphe 42.7 du traité de Lisbonne <sup>(39)</sup>. À l'inverse, les pays du sud de l'Europe sont, quant à eux, bien davantage exposés à la menace terroriste et à l'instabilité sécuritaire en Afrique et au Moyen-Orient, sans pour autant bénéficier d'un véritable soutien de l'Otan en la matière <sup>(40)</sup>.

Une telle position n'empêche cependant pas les pays européens d'être conscients de la nécessité d'investir ensemble pour leur défense – des points de convergence sont d'ailleurs visibles lorsque les ministres des Affaires étrangères français et allemand ont signé une tribune en novembre 2020 affirmant la nécessité de « forger un partenariat transatlantique plus équilibré » <sup>(41)</sup> dans le cadre de l'Alliance atlantique. Ainsi, les désaccords européens en matière de défense ne remettent pas en cause la solidarité atlantique. À ce titre, le fameux mot d'Emmanuel Macron en 2019 sur l'Otan en « état de mort cérébrale » <sup>(42)</sup> trahit moins le vœu d'assister à sa disparition, que celui de voir les pays européens assumer davantage de responsabilités en son sein et donc de repenser ses modes d'organisation. L'idée serait de réformer le fonctionnement de l'Alliance, en mettant en place un « pilier européen » plus fort, dans la perspective d'un retrait relatif des États-Unis. Cela exigerait parallèlement de développer une réelle « défense européenne » en conduisant les pays européens à prendre une part financière, technique et politique plus importante dans la définition de leur politique de défense. Pour certains analystes et députés, l'accord de défense passé entre la France et la Grèce en octobre 2021 s'inscrit pleinement dans l'esprit de ce projet. Il a ainsi été interprété comme « une étape qui en appelle d'autres pour conforter l'autonomie stratégique européenne et le pilier européen de l'Alliance atlantique » <sup>(43)</sup>. Cela n'est d'ailleurs pas sans poser un problème à l'échelle de l'Otan, dans la mesure où cet accord a été réalisé

<sup>(38)</sup> Voir, dans le présent *Cahier*, GAUZÈRE François et SCIANDRA Margaux « Quelle est la portée de l'alliance militaire européenne ? », p. 71-79.

<sup>(39)</sup> Article qui comporte la clause de défense mutuelle du traité de l'Union européenne. Il stipule qu'« Au cas où un État-membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États-membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. » Il appelle davantage à des initiatives individuelles de la part des États membres, qu'à une action collective dans l'esprit de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord. « Note sur l'article 42.7 », *European Council on Foreign Relations*, 18 novembre 2015, ([https://ecfr.eu/paris/article/note\\_sur\\_l'article\\_42-7/](https://ecfr.eu/paris/article/note_sur_l'article_42-7/)).

<sup>(40)</sup> SUR Serge, « À quoi sert l'Otan ? », *Questions internationales*, n° 111, janvier-février 2022 ([www.vie-publique.fr/](http://www.vie-publique.fr/)).

<sup>(41)</sup> LE DRIAN Jean-Yves et MAAS Heiko, « Repenser le partenariat transatlantique à la lumière des bouleversements qui redessinent le monde » *Le Monde*, 1<sup>er</sup> novembre 2020.

<sup>(42)</sup> « Emmanuel Macron Warns Europe: NATO is Becoming Brain-Dead », *The Economist*, 7 novembre 2019.

<sup>(43)</sup> Propos de la députée Françoise Dumas, présidente de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. « La France et la Grèce ouvrent la voie au pilier européen de l'Otan », *Euractiv*, 29 septembre 2021 ([www.euractiv.fr/](http://www.euractiv.fr/)).

À la recherche de l'autonomie perdue :  
l'Europe et les réalités de la relation transatlantique

en raison de la rivalité entre la Grèce et la Turquie <sup>(44)</sup>, toutes deux membres de l'Alliance atlantique.

\*  
\*\*

Le recentrage américain sur la compétition stratégique ne paraît pas offrir à ce jour de réelles opportunités en faveur d'un rééquilibrage de la relation transatlantique. De ce point de vue, les autorités américaines continuent de faire l'économie d'une Europe indépendante dans la poursuite de leurs objectifs actuels, qu'il s'agisse d'affaiblir durablement la Russie dans une guerre par procuration en Ukraine, ou d'endiguer la puissance chinoise <sup>(45)</sup>. L'Otan joue ici un rôle de tutelle ambivalent et paradoxal, et ce d'autant plus que les pays européens y consentent librement. Alors qu'elle fournit aux États européens une protection militaire indispensable et de premier ordre, l'organisation semble constituer un obstacle direct à l'émergence de l'Europe comme acteur stratégique indépendant. Cantonnée au rôle d'allié secondaire voire docile, l'Europe se retrouve par conséquent exclue de la définition du nouvel ordre multipolaire qui vient. Si bien que les capitales européennes risquent de s'installer définitivement dans un rôle de figurant sur la scène internationale, oubliant qu'elles en furent aussi, un jour, les principaux acteurs. ♦

---

<sup>(44)</sup> BRICOUT Cyrille et LAVILLE Marie, « Les relations gréco-turques en eaux troubles », *Cahier de la RDN* « Les enjeux de sécurité en Méditerranée orientale », juillet 2021, p. 91-95 ([www.defnat.com/](http://www.defnat.com/)).

<sup>(45)</sup> Voir à ce sujet AIRIAU Baptistine, « Taïwan, le retour du containment ? » *Nemrod-ECDS*, Novembre 2021 (<https://nemrod-ecds.com/?p=5551>).